

*L'Adresse—M. Collenette*

En ce qui concerne notre baisse de productivité pour l'année 1976 et 1977, nous devons nous rappeler que l'attitude des travailleurs vis-à-vis du travail n'est pas le seul facteur en cause. A en juger par les propos des députés conservateurs, on pourrait croire que tous les Canadiens sont paresseux. Je pense que leurs chances seront bien minces s'ils avancent un tel argument aux prochaines élections. Une baisse de la productivité est le résultat non seulement de l'attitude des travailleurs, mais aussi d'un manque d'immobilisations et de mauvaises méthodes de gestion.

Selon l'OCDE, le Canada a créé plus d'emplois ces dernières années qu'aucune autre nation du monde industrialisé. Depuis 10 ans, le niveau de vie des Canadiens n'a pas baissé une seule fois. Même en 1975, quand le produit national brut des États-Unis a baissé de 2 p. 100, celui du Canada a augmenté de 1.1 p. 100. On peut peut-être dire qu'il ne s'agit pas d'une croissance réelle, mais à une époque difficile, c'est préférable à une baisse du niveau de vie comme il s'en est produit une chez notre principal partenaire commercial, les États-Unis.

**M. Gillies:** Nous sommes baissés au dixième rang.

**M. Collenette:** Je viens d'entendre le député de Don Valley (M. Gillies), qui parlera après moi. C'est mon voisin. Il pourra dire plus tard tout ce qu'il veut à ce sujet.

Nous devons nous rappeler, monsieur l'Orateur, que les conséquences de la récession de 1975 au Canada ont été atténuées par l'augmentation graduelle des prix de l'énergie, notre généreux système de prestations sociales, l'indexation des pensions, les allocations familiales et les exemptions fiscales accordées aux particuliers.

J'en conclus que le Canada ne s'en est pas si mal tiré que nos critiques voudraient nous le faire croire. Nous devons bien entendu être prudents. L'augmentation des dépenses gouvernementales doit concorder avec l'expansion économique générale du pays. De fait, on a réduit les prévisions de dépenses du gouvernement de plus de 3 milliards de dollars ces deux dernières années.

Nous devons continuer à limiter l'expansion de la Fonction publique afin qu'elle ne dépasse pas le taux général de croissance démographique. De fait, cette dernière année, le nombre de fonctionnaires a augmenté de 1 p. 100 de moins que le nombre d'habitants du Canada.

Nous devons bien nous garder de laisser les indemnisations de la Fonction publique fédérale dépasser celles du secteur privé. De fait, on se plaint un peu à tort que depuis 20 ans la Fonction publique fédérale donne le ton pour les salaires puisque les augmentations salariales du secteur public provincial, et surtout celles du secteur public municipal, ont dépassé les hausses salariales de la Fonction publique fédérale. Par conséquent, monsieur l'Orateur, il nous faut examiner les faits économiques dans leur contexte. Même si notre rendement économique n'a pas été extraordinaire, il n'a certainement pas été mauvais.

Que dire de l'avenir? Eh bien, monsieur l'Orateur, je suis d'accord avec le premier ministre et le ministre des Finances. Nos perspectives sont excellentes. Grâce à la dévaluation du dollar, l'exportation des produits manufacturés devrait augmenter considérablement. Quand les contrôles seront supprimés, le monde des affaires sera plus porté à investir et à élargir son action.

[M. Collenette.]

● (1542)

La construction du pipe-line permettra la création de 6,000 à 8,000 emplois au cours des prochaines années. Les matériaux qui serviront à cette construction seront préparés essentiellement au Canada, pour le tronçon canadien peut-être par la société Stelco de Hamilton, et à Sault-Sainte-Marie, à proximité de la circonscription du député de Nickel Belt. Le Canada touchera en outre 500 millions de dollars par année en frais d'entretiens et redevances, ce qui devrait contribuer à beaucoup améliorer notre balance des paiements.

D'importants achats au chapitre de la défense, qu'il s'agisse par exemple des patrouilleurs Aurora ou des nouveaux avions de combat à réaction, effectués auprès d'entreprises canadiennes, signifieront un apport à notre économie de 4 à 5 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie, et sans doute que les projets comme Syncrude feront l'objet de nouveaux apports de capitaux, le gouvernement s'associant sans doute à l'entreprise privée.

Depuis quelque temps, la technologie canadienne dans plusieurs domaines insuffle un regain de vie aux compagnies canadiennes. Je songe notamment à Canadair qui construit actuellement l'avion à réaction Lear et qui fournit du travail aux travailleurs de l'industrie surtout à Montréal. Ensuite, il y a l'accord intervenu entre les Chemins de fer nationaux et un consortium espagnol en vue de la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire au Venezuela, entreprise qui, soit dit en passant, devrait servir à recycler une partie de l'argent du pétrole.

Pour ce qui est de l'aide à l'étranger, le Canada relie les subventions de l'ACDI à l'achat de produits et de services canadiens. Témoin, par exemple, notre participation à la construction d'une ligne ferroviaire en Zambie.

Somme toute, l'avenir du Canada s'annonce brillant et j'estime que nous devons l'envisager avec enthousiasme. Si quelque obstacle doit s'opposer à la reprise économique du Canada, il ne proviendra pas de la gestion du gouvernement mais du pessimisme de l'opposition.

**M. Benno Friesen (Surrey-White Rock):** Monsieur l'Orateur, sachant que le ministre de l'Emploi (M. Cullen) doit prendre l'avion tantôt et qu'il veut recueillir toutes les perles de sagesse que je lui destine, mes observations seront très brèves, car je veux terminer avant qu'il quitte la salle.

Je tiens à exprimer ma gratitude pour l'occasion qui nous a été offerte de voir la reine dans notre pays ces quelques derniers jours. Les Canadiens sont bien reconnaissants, je pense, d'avoir pu la voir et l'entendre prononcer le discours du trône. Il est regrettable que le premier ministre (M. Trudeau) n'ait pas jugé bon de lui donner un peu plus de liberté de mouvement à travers le pays; beaucoup de gens dans l'Ouest auraient aimé que la visite de la reine englobe cette partie du Canada. Je sais que les gens de Surrey-White Rock auraient aimé qu'elle leur rende visite.

**M. Cullen:** Sa Majesté ira à Edmonton l'an prochain.

**M. Friesen:** En effet, elle ira à Edmonton l'an prochain. «Pendant la campagne?» dit le ministre des Postes (M. Blais). Je ne pense pas que le gouvernement aura l'insolence de déclencher des élections même à cette époque. Mais nous accueillerons de nouveau la reine sur nos rivages.

Il est bien regrettable que la reine ait eu à lire un document aussi insipide que le discours du trône. La presse et les députés